

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 23 (1986)
Heft: 806

Artikel: Vision syndicale : l'air des régions
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1022713>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 03.12.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

nué jusqu'à ces tous derniers temps où, comme on ne peut l'ignorer, même à Paris, la situation s'est renversée.

Sans le vouloir ou intentionnellement, les technocrates de l'OCDE entrent donc de plain-pied dans le débat qui a opposé les partenaires sociaux lors des négociations salariales de la fin de l'année dernière. Au nom de l'Union syndicale suisse, Beat Kappeler assurait que les salaires réels sont en retard (de 3,6%) sur les gains de la productivité. A quoi Bruno Widmer répondait (*Journal des associations patronales*, 12.12.1985) que, tout au contraire, la hausse des revenus réels dépasse (de 3,6% également, coïncidence) celle de la productivité. Le premier se fondait sur les enquêtes annuelles de

l'OFIAMT sur l'évolution des salaires et des traitements, tandis que le second s'appuyait, tout comme l'OCDE, sur les données de la comptabilité nationale.

Ce genre de grave «malentendu» subsistera aussi longtemps que les autorités livreront des séries statistiques non concordantes — et donc non crédibles — sur les revenus du travail. Et cela va encore durer. En août 1978, le Conseil fédéral a chargé l'OFIAMT de réexaminer l'enquête générale sur les salaires et traitements et, au besoin, d'en concevoir une nouvelle. Un projet de révision est désormais prêt, mais il n'a pas encore recueilli l'assentiment des partenaires sociaux. La suite à un prochain rapport de l'OCDE.

Y. J.

VISION SYNDICALE

L'air des régions

Coup de chapeau à la Revue syndicale suisse (adresse utile: Monbijoustr. 61, 3007 Berne, tél. 031/45 56 67) qui consacre son dernier numéro de 1985 au thème des régions en crise, vues par deux journalistes, un Suisse qui présente la Ruhr et le Nord-Pas-de-Calais et un Français qui découvre le Jura suisse horloger. Une double manière de prendre l'air pour une revue syndicale...

Prendre l'air c'est d'abord relativiser ses propres problèmes, voir qu'ailleurs aussi des régions, françaises, belges, allemandes et anglaises, ces «régions européennes de tradition industrielle» dont les mines, les forges et les filatures ont fait autrefois la richesse, sont maintenant condamnées à s'inventer un nouvel avenir. Et le salut, on en est convaincu, ne viendra pas d'abord du tertiaire, incapable d'éponger l'hémorragie des places de travail ou d'une hypothétique aide de l'Etat central. Non, le

redressement passe d'abord par la mise en valeur des ressources propres de ces régions: l'amélioration d'un réseau de communications déjà dense, l'utilisation d'un savoir-faire technique, bref un terrain d'élection pour les petites et moyennes entreprises, plus résistantes aux défis économique et technologique.

Mais cette mue ne va pas sans poser des problèmes aux organisations syndicales: «Cet engouement pour les PME et la création d'entreprises de poche comme agents privilégiés de la formation d'un nouveau tissu industriel rencontre généralement, dans le monde syndical, une profonde méfiance. Il y a de quoi. Rien de tel que ce foisonnement de petites boîtes pour dissoudre une organisation de travailleurs longuement implantée; pour rendre inopérants des mécanismes de représentation ouvrière patiemment construits; pour relativiser l'importance d'acquis sociaux historiquement liés à des luttes massives. Mais pourquoi le monde syndical, après tout, serait-il dispensé de muer en même temps que le vieux monde industriel? «... le paysage qui se dessine, les premiers traits visibles

du nouveau modèle industriel si l'on préfère, sont préoccupants. Flexibilité dans l'organisation du travail, mobilité professionnelle toujours recommandée au long de la vie active, et plus insidieusement primat de l'ascension individuelle sur la promotion collective... Il faudra bien du temps et de la réflexion sans doute pour jeter sur tout cela un regard syndical vraiment contemporain, c'est-à-dire non anachronique; pour évaluer le nouveau modèle industriel avec un esprit enrichi, et non pas bloqué, par l'expérience acquise au contact du modèle ancien.»

Le journaliste français, lui, n'en croit pas ses yeux: ce Jura, région industrielle mais sans terrils et sans usines géantes, sans pollution; région ouvrière mais qui a accepté sans trop renâcler la disparition de 60 000 postes de travail. Si l'extrême spécialisation de la production explique, ici comme ailleurs, le déclin industriel, elle a aussi marqué les mentalités, les structures sociales, les comportements qui «ont été pendant de longues périodes conditionnés par les caractéristiques de l'activité dominante, ce qui a eu pour conséquence une faible réceptivité aux innovations venant de l'extérieur, un faible esprit d'initiative, la négation de la nécessité de se reconverter.»

Les politiques régionales destinées à faciliter la mue doivent donc intégrer une dimension culturelle: «Il y a fort à parier que le besoin le plus fondamental des régions de vieille industrie, c'est de comprendre justement qu'un nouvel art de vivre est l'enjeu de la mue.» Une condition essentielle pour que se réalise l'espoir formulé par l'ancien secrétaire d'Etat au Plan, Jean Le Garrec: «Ce serait une extraordinaire revanche de l'histoire que cette gauche, qui a trouvé sa source dans la contestation d'un modèle industriel et de son oppression, soit à l'origine de la construction d'un autre modèle de développement et d'un autre modèle industriel.»